[ZOOM SUR]

Laissez-nous passer

Plaidoyer libéral en faveur de l'immigration libre

Quand Colbert, ministre de Louis XIV, demanda à des marchands en quoi ils pouvaient les aider, ceux-ci auraient répondu cette phrase célèbre : « *Laissez-nous faire, laissez-nous passer, le monde va de lui-même.* ». Ce dicton fut pendant longtemps l'étendard des économistes libéraux. Cependant, si le « Laissez faire » a longuement été débattu, le « Laissez passer » a été quelque peu oublié. Pourtant, loin d'être anecdotique, la liberté de migrer est fondamentale pour favoriser le progrès économique et culturel.

Aujourd'hui, la tradition libérale défendant l'immigration libre s'efface peu à peu dans notre pays. Pendant qu'Obama passe un décret pour régulariser 4,4 millions de sans-papiers aux Etats-Unis, le vieux continent se crispe sur le sujet de l'immigration. Au Royaume Uni, l'UKIP capitalise sur le sentiment anti-immigration, en France, il en est de même pour le Front National et de nombreux membres de l'UMP critiquent désormais l'espace Schengen et prônent une « immigration maitrisée ». François Fillon par exemple propose la mise en place de quotas.[37]

Personne (ou presque) ne prétend qu'il ne devrait y avoir aucun contrôle aux frontières. Il est évident que des criminels ou des terroristes ne doivent pas être accueillis. Cependant, ce n'est pas parce que l'attitude de quelque uns est inconvenable que cela justifie une perte liberté pour tous.

Le meilleur programme social au monde

Quand le libéralisme naquit, il dut défendre l'émigration libre ; il doit désormais défendre l'immigration libre. Cependant, malgré le changement de contexte, unanimement et depuis le départ, la tradition libérale française, défendit avec vigueur la liberté de mouvement de tous. L'un des premiers représentants de l'école libérale française, Antoine Destutt de Tracy, écrivait en 1823 :

> « *Observons encore que s'il est juste et utile de laisser tout homme disposer de son travail, il l'est également et par les mêmes raisons, de lui laisser choisir son séjour. L'un est une*

[37] Voir : http://www.lesechos.fr/politique-societe/politique/0203934695518-immigration-francois-fillon-fait-des-propositions-chocs-1063944.php , consulté le 25/11/2014

> *conséquence de l'autre. Je ne connais rien de plus odieux que d'empêcher de sortir de son pays un homme qui y est assez mal pour désirer de le quitter malgré tous les sentiments de la nature et toutes les forces de l'habitude qui l'y retiennent.* »[38]

Pierre Émile Levasseur, libéral français de la deuxième moitié du XIXème siècle, ancien professeur à l'école libre des sciences politiques, écrivait quant à lui dans son *Précis d'économie politique* : « *Quand les lois contrarient ces courants [migratoires], elles entravent le progrès économique, parce qu'il est toujours bon que le capital et le travail, qui se cherchent l'un l'autre, puissent se rencontrer.*» (p.157)

Aujourd'hui, les économistes s'accordent quasiment unanimement pour dire que l'immigration est bénéfique économiquement. Un consensus parmi eux se dégage pour dire que l'abolition globale des barrières à l'immigration doublerait le PIB mondial.[39] Il est raisonnable d'interpréter ce genre de prédiction avec prudence étant donné que la réussite de l'immigration libre dépend de beaucoup de facteurs, et notamment des politiques économiques nationales. Il est cependant clair que les bénéfices résultant de l'immigration libre sont énormes. Mais l'immigration est bien plus qu'un moyen d'améliorer les conditions économiques : c'est le meilleur programme anti-pauvreté connu jusqu'à présent. L'économiste keynésien Kenneth Galbraith écrivait à juste titre que « *L'immigration est la plus ancienne forme de lutte contre la pauvreté.* ». Selon les économistes de la Banque mondiale Martin Rama et Raquel Artecona, les données empiriques des années 90 montrent qu'un Vietnamien émigrant au Japon gagnera 9 fois plus (à parité de pouvoir d'achat) que s'il était resté dans son pays d'origine. Un Guatémaltèque sera payé pour le même travail 6 fois plus aux États-Unis, un Kenyan qui part travailler au Royaume-Uni verra son salaire multiplié 7 fois pour la même tâche.[40] La pétition de principe selon laquelle défendre l'immigration libre revient à défendre les intérêts des 1% est donc ridicule. Défendre l'immigration libre, c'est donner la chance à des millions d'individus d'échapper à leurs conditions précaires. Les chantres de la « justice sociale » qui s'opposent à l'immigration libre sont inconsistants, ils démontrent les incohérences de leur pensée. Personne de sérieux ne peut prétendre défendre la « justice sociale » s'il n'est pas par la même occasion en faveur l'immigration libre. Prohiber les migrations peut être défendu, à tort ou à raison, pour de multiples raisons, mais certainement pas au nom de la protection des plus faibles.

L'immigration libre, en plus d'être un moyen pour accélérer la croissance et faire baisser drastiquement la pauvreté, est aussi un moyen libéral pour réduire les inégalités à l'échelle mondiale. Comme l'écrit Thomas Piketty dans *Le Capital au XXIème siècle* (2013) :

> « *Une autre forme, a priori plus pacifique, de redistribution et de régulation de l'inégalité mondiale du capital est évidemment l'immigration. Plutôt que de déplacer le capital, ce qui pose toutes sortes de difficultés, une solution plus simple consiste parfois à laisser le travail se déplacer vers les salaires les plus élevés.* »

---

[38] Antoine Destutt de Tracy, « *Traité d'économie politique* », 1823, publié par l'Institut Coppet, p.82
[39] Voir : Michael Clemens, "*Economics and Emigration: Trillion-Dollar Bills on the Sidewalk?*" Journal of Economic Perspectives, 2011
[40] Ending Global Apartheid, Reason, February 2008, http://reason.com/archives/2008/01/24/ending-global-apartheid

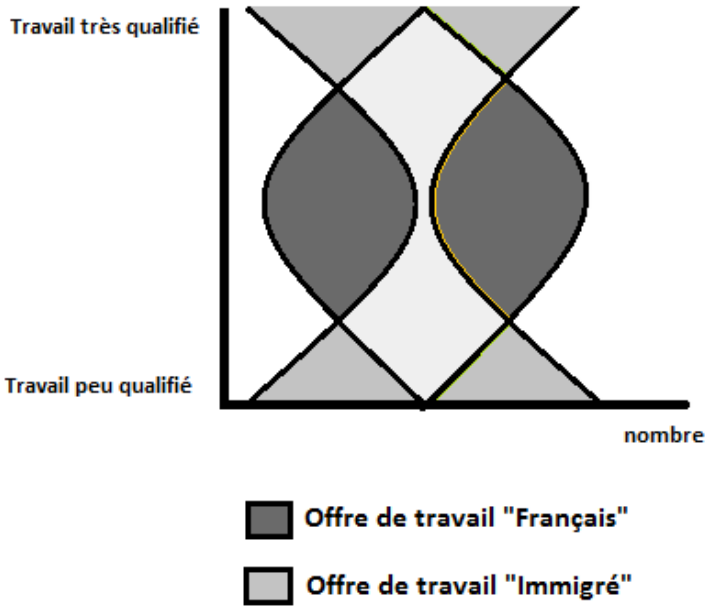
Ce que ne dit pas Piketty dans son livre, c'est que l'immigration permet d'augmenter la concurrence entre les entrepreneurs et les travailleurs qualifiés ce qui permet de limiter le phénomène de concentration du capital et le caractère figé des fortunes. Ainsi, entre 1995 et 2005, 25% des nouvelles entreprises de high-tech avaient au moins un immigrant parmi leurs fondateurs. Plus de 40% des entreprises cotées au Fortune 500 en 2010 ont été fondées par des immigrés ou des enfants d'immigré. [41] Ainsi, l'immigration libre est le moyen d'augmenter la mobilité sociale d'un point de vue global.

Malgré tous les avantages que nous avons précédemment décrits, d'autres arguments sont opposés par les anti-immigrations. L'un des mythes les plus persistants amène à dire que les immigrés « volent nos emplois ». Ce préjugé relève de l'illettrisme économique et aucune étude n'a jamais réussi à établir un lien entre immigration et chômage. Une simple analyse des faits nous permet de comprendre que l'immigration n'est en rien responsable du chômage : En 2007, il y avait 38 millions de personnes qui habitaient mais n'étaient pas nées aux États-Unis, ce qui représentait presque 13% de la population américaine et environ 20% du nombre mondial de migrants. [42] Malgré ce nombre élevé d'immigrés, le taux de chômage était inférieur à 5% en 2007. Si les étrangers « volaient nos emplois » et que, selon un ancien slogan du Front National : « *un million d'immigré égal un million de chômeur* », alors le taux de chômage aux États-Unis aurait dû être supérieur à 13% ce qui ne fut manifestement pas le cas. La Suisse, pays de l'OCDE qui accueille le plus d'immigrés, ne connaît pas de chômage. En 2012, les entrées de migrants en Suisse représentaient 1,6% de sa population.[43] Pourtant, le taux de chômage y était inférieur à 4,5%, niveau le plus faible d'Europe après la Norvège.[44] La Norvège est d'ailleurs le deuxième pays de l'OCDE le plus ouvert à l'immigration puisqu'elle a accueilli l'équivalent de 1,2% de sa population en 2012. [45] Bien qu'une étude trouve que l'immigration augmente le chômage des autochtones seulement à court terme, elle montre aussi que les régulations anticoncurrentielles et la surprotection de l'emploi augmentent sensiblement la persistance de cet impact.[46] Si l'immigration augmentait le chômage et réduisait les salaires comme on nous le répète souvent, il faudrait, par continuité logique, interdire l'immigration entre les régions, entre les départements et même entre les villes ! Les poncifs contre l'immigration, si l'on suit leur raisonnement, amèneraient à dire que les provinciaux « immigrants » à Paris réduisent les salaires et augmentent le chômage dans notre capitale. En réalité, l'immigration libre permet de réduire le chômage d'un point de vue global. En effet, quand une récession a lieu dans une région, l'immigration diminue et l'émigration augmente en raison de la faiblesse de l'offre de travail. Inversement, dans une région en pleine croissance, l'immigration augmente et l'émigration diminue. Ainsi, l'immigration libre est l'un des nombreux moyens permettant de faire correspondre l'offre et la demande de travail. Cependant, en voulant protéger l'emploi à l'aide d'un arsenal réglementaire, la mobilité des travailleurs s'en est trouvée réduite. La protection de l'emploi dissuade en effet de migrer pour trouver un emploi ailleurs ce qui n'est bénéfique ni pour

[41] Shikha Dalmia, « *An Argument for Opening America's Borders* », Reason Foundation, November 2012
[42] Chiffres trouvé dans : Thomas Sowell, « *Applied Economics* », 2009, Chapter 6 : The Economics of immigration
[43] Source : OCDE, « *International Migration Outlook 2014* »
[44] Source : OCDE
[45] Source : OCDE, « *International Migration Outlook 2014* »
[46] Jean, S. and M. Jimenez (2007), "*The Unemployment Impact of Immigration in OECD Countries*", OECD Economics Department Working Papers, No. 563, OECD Publishing. http://dx.doi.org/10.1787/162425722235

l'emploi, ni pour la productivité.[47] Empêcher les étrangers de venir en France ne réduira pas le chômage, pour atteindre cet objectif, flexibiliser le marché du travail est bien plus efficace.

Une autre importante objection à l'immigration est que celle-ci tire à la baisse les salaires. L'idée que l'immigration est un moyen utilisé par la bourgeoisie pour comprimer les salaires était déjà présente au moins implicitement chez Marx. Il n'est d'ailleurs pas anodin que Florian Philippot, le vice-président du Front-National, ait utilisé l'expression « *armée de réserve industrielle* » pour désigner l'immigration. [48] En réalité, les immigrés n'occupent pas les mêmes emplois que les natifs. Dans la plupart des cas, le travail immigré est complémentaire, et non pas en concurrence, avec le travail dit « national ». La situation peut être schématisée grossièrement par le graphique ci-dessous.



Il est malgré tout vrai que le travail immigré faiblement qualifié (qui représente la majorité de l'immigration en France) tire vers le bas certains salaires. Si les nouveaux immigrés concurrencent principalement d'autres immigrés déjà en France, ils peuvent aussi concurrencer certains français. C'est pour cela que dans de nombreux pays, les syndicats furent hautement xénophobes. Lucide, l'économiste Ludwig von Mises écrivait :

> « *Les ouvriers qui accourent en foule à un certain endroit y pèsent sur la productivité-limite [marginale]. Le revenu du travail, le salaire, baisse, et par là un tort est causé aux ouvriers qui travaillaient en cet endroit avant l'immigration. Ces ouvriers voient dans les immigrés la cause de leurs salaires réduits. Leur intérêt particulier exige une prohibition de*

[47] Voir : John P. Martin and Stefano Scarpetta, « *Setting It Right: Employment Protection, Labour Reallocation and Productivity* », IZA Policy Paper No. 27, May 2011
[48] Le Point, « *Immigration : quand Philippot emprunte les expressions de Karl Marx* », 26/11/2014

> *l'immigration. Empêcher l'afflux de nouveaux ouvriers devient un point du programme de la politique particulière de tous les groupements d'ouvriers.* » [49]

Mais Ludwig von Mises avait compris que protéger les intérêts de certains groupes de travailleurs à court terme entrave la production globale et au final, nuit à ceux qui étaient censés être protégés. L'immigration peu qualifiée peut certes entraîner une baisse des salaires dans certains secteurs, mais elle permet d'accélérer à court terme l'accumulation du capital, ce qui entraine un développement des moyens de production et occasionne une augmentation de l'aisance matérielle pour les immigrés comme pour les natifs. De plus, le travail immigré peu qualifié étant moins cher, de nouveaux services peuvent apparaitre ou se développer en raison de la baisse des prix qu'il occasionne. Il faut souligner à nouveau que la très grande majorité des français ne sont pas en concurrence avec les travailleurs immigrés peu qualifiés. Par conséquent ils augmentent notre salaire réel au lieu de le diminuer. L'immigration peu qualifiée augmente également la productivité des natifs puisque ces derniers peuvent se consacrer d'avantage aux travaux où ils sont les plus productifs pendant que les immigrés s'occupent d'autres tâches. L'immigration peu qualifiée est particulièrement bénéfique pour les femmes natives qui peuvent ainsi se libérer des tâches ménagères pour pouvoir se consacrer aux domaines dans lesquels elles excellent. Des chercheurs aux États-Unis ont trouvé que la forte présence de travailleurs immigrés peu qualifiés augmente le taux d'activité des femmes. [50] Pour résumer, l'immigration pousse encore plus loin la division du travail par le jeu des avantages comparatifs et augmente donc la productivité.

L'ultime argument utilisé contre l'immigration clame que celle-ci nuirait aux pays en voie de développement en raison de la fuite des cerveaux. Pourtant, l'immigration libre permet aux esprits les plus brillants, aux individus les plus entrepreneuriaux, aux hommes les plus dynamiques de profiter et faire profiter pleinement de leur potentiel. Condamner ces hommes à rester dans des pays où le capital est rare ou avec un système institutionnel inadéquat (droits de propriété mal respectés, fiscalité spoliatrice, censure…) est le meilleur moyen de gaspiller leurs capacités et de les empêcher de créer des emplois. L'immigration libre permet aux habitants des pays pauvres de se déplacer dans les régions riches en capital nécessaire pour mener à bien leurs projets. Antoine Destutt de Tracy écrivait déjà en 1823 dans son *Traité d'économie politique* qu'empêcher l'émigration, « *c'est comme si deux hommes étant enfermés dans une boîte où il n'y aurait assez d'air que pour un, on voulait qu'un des deux ou même tous deux y étouffassent, plutôt que de laisser sortir l'un ou l'autre.* ». L'alternative pour les « cerveaux » ne se fait donc pas entre « fuir » et rester dans leur pays pour le bien de ce dernier ; elle se fait entre des cerveaux émigrants pour créer de la richesse ou des cerveaux prisonniers dans leur propre pays et rendus incapables de participer au développement économique, scientifique ou culturel. Pour pouvoir servir les consommateurs, être à l'origine d'une avancée scientifique ou devenir un grand artiste, faut-il encore en avoir eu l'occasion. Que seraient devenus Pablo Picasso, Marie Curie, l'économiste F.A. Hayek ou encore Sergueï Brin (l'un des fondateurs de Google), si on les avait empêché d'émigrer ? La richesse (économique, culturelle ou scientifique) vient d'hommes libres saisissant les meilleures opportunités et non

[49] Ludwig von Mises, *Le Socialisme*, 1938, Institut Coppet, p.197
[50] Cortes, Patricia, and Tessada, Jose. "*Low-Skilled Immigration and the Labor Supply of Highly Skilled Women*." American Economic Journal, 2011

d'hommes contraints, gênés et frustrés dans leurs efforts. La « fuite des cerveaux » n'est donc pas un coût, c'est une chance, et notamment pour ces migrants.

L'immigration est aussi un bienfait pour les pays les moins développés. D'une part, puisque les salaires sont beaucoup plus élevés dans les pays riches, la fuite des cerveaux augmente les bénéfices résultant de l'instruction. Ce phénomène encourage donc les habitants des pays pauvres à investir plus dans le capital humain, ce qui est bénéfique pour leur développement économique. [51] D'autre part, l'immigration permet d'augmenter le capital humain des immigrants et augmente leurs chances de devenir entrepreneurs quand ils retournent dans leur pays. En effet, ceux-ci épargnent souvent et développent de nouvelles idées et compétences pendant leur séjour à l'étranger ce qui leur permet d'entreprendre plus facilement dans leur pays natal. [52] Enfin, les émigrants envoient souvent de l'argent dans leur pays d'origine pour soutenir leurs proches. De tels transferts de fonds de la part des travailleurs immigrés étaient estimés à 318 milliards de dollars en 2007, dont 240 milliards en direction des pays pauvres. Ces transferts de fonds en faveur des pays peu développés représentent plus du double de l'aide étrangère accordée à ces même pays. Une étude a montré que les 9 000 médecins africains qui ont émigré aux Etats-Unis envoient en moyenne 20 000$ par an dans leur pays d'origine même si certains l'ont quitté depuis 20 ans. [53] En 2005, une étude de la Banque mondiale montra que si les 30 pays de l'OCDE acceptaient une augmentation de 3% de leur population active par l'immigration, les gains pour les pays pauvres seraient de 300 milliards de dollars, c'est-à-dire beaucoup plus que l'ensemble de l'aide au développement accordé par les pays riches. [54] Les transferts de fonds de la part des travailleurs immigrés sont en réalité une sorte d'aide au développement plus efficace que celle accordée par les gouvernements des pays industrialisés. En effet, cette dernière favorise la corruption et la dépendance dans le tiers monde. De plus, elle incite les habitants de ces pays à chercher des privilèges auprès de leurs gouvernements, ceci au lieu de trouver leurs propres solutions, comme l'a montré l'économiste Peter Bauer. [55]

Le coût de l'immigration et le problème de l'État providence

Les mesures du coût ou du bénéfice de l'immigration sont sujettes à controverse pour plusieurs raisons. Premièrement, quand on parle de « coût de l'immigration », on parle du coût pour l'État et non pas du coût pour l'ensemble de la société. On a parfois l'impression, dans certains débats sur l'immigration que ce qui importe est ce que l'État gagne, et non pas la société. C'est un biais important qui lorsqu'on s'en préserve, nous permet de constater, comme nous l'avons fait, que l'immigration est bénéfique économiquement d'un point de vue global. Le deuxième problème auquel nous sommes

[51] Voir : Michel Beine, Frederic Docquier, Hillel Rapoport « *Brain drain and economic growth: theory and evidence* », Journal of Development Economics, 2001

[52] McCormick B, Wahba J, « *Overseas work experience, savings and entrepreneurship amongs return migrants to LDCs* », Scottish Journal of Political Economy, 2000

[53] Pour les chiffres, voir : Thomas Sowell, « *Applied Economics* », Basic Books, 2009, p.176

[54] Ending Global Apartheid, Reason, 02/2008, http://reason.com/archives/2008/01/24/ending-global-apartheid

[55] Les critiques envers l'aide au développement furent adressées après la seconde guerre mondiale tout d'abord par l'économiste sud-africain Herbert Frankel puis ensuite par Peter Bauer qui révolutionna l'économie du développement. Plus récemment, voir : Dambissa Moyo, « *Dead Aid* », 2009 ; William Easterly, « *The Elusive Quest for Growth »,* 2001 ; William Easterly, « *The White Man's Burden », 2006*

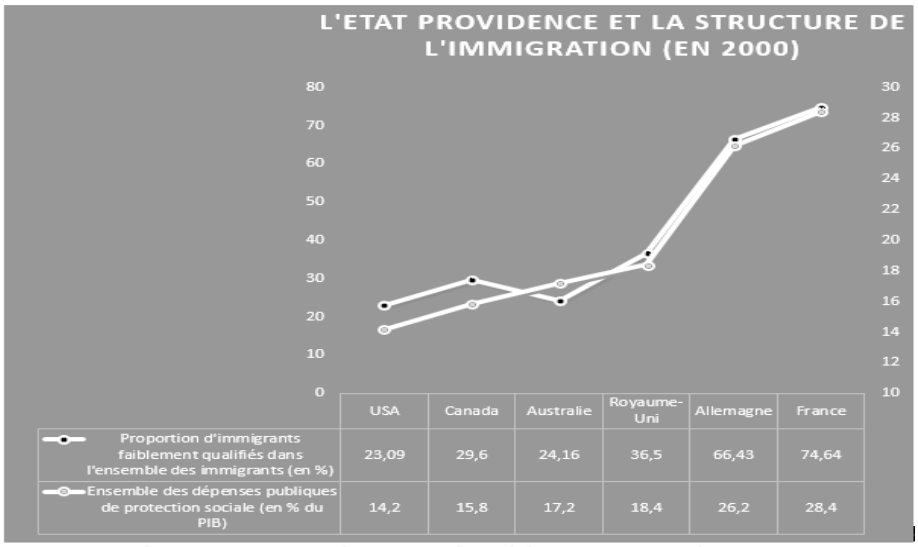
confrontés pour mesurer ce que coûte l'immigration à l'État est l'illusion des agrégats. Il n'y a pas une immigration mais diverses sortes d'immigrations. [56] Les deux principaux groupes d'immigrés peuvent être divisés entre les travailleurs qualifiés et les travailleurs peu qualifiés. Or si le premier groupe est contributeur net pour les finances publiques, c'est assez peu probable pour le second, dans le cadre de nos États-providence. Notons qu'émigrer coûte beaucoup d'argent et qu'il y a donc généralement une surreprésentation des travailleurs qualifiés ou très qualifiés parmi les immigrés. Diverses études dans plusieurs pays montrent que les immigrés sont contributeurs nets au budget de l'État. Ainsi, le bénéfice de l'immigration serait de 12,4 milliards d'euros par an pour l'Etat Français selon une étude[57], chiffre qui a été révisé à 3,9 milliards par l'auteur. [58] Au Royaume-Uni, le bénéfice pour l'État Britannique fut de 4 milliards de livres entre 1995 et 2011. [59] Malgré les débats à propos de ces chiffres, il est généralement admis que l'impact de l'immigration sur le budget de l'Etat reste faible. Cependant, il y a de fortes chances que l'immigration peu qualifiée « coûte » à l'État, surtout en France où l'État providence est très développé. En effet, celui-ci incite les habitants des pays les moins développés, les travailleurs faiblement qualifiés, à émigrer pour s'installer dans les pays où les dépenses dites « sociales » sont les plus élevées. Milton Friedman soulignait :

> « *Si l'État-providence n'existait pas, si nous avions une complète liberté des marchés, il serait alors logique de laisser la porte grande ouverte à l'immigration. Mais avec l'État-providence c'est impossible. Sa présence implique de contrôler l'immigration.* »[60]

Selon une étude, « *par rapport aux natifs, les immigrés issus du Maghreb et ceux issus du reste de l'Afrique sont respectivement 1,6 et 1,7 fois plus nombreux à recevoir des allocations chômage, 3,8 et 3,9 fois plus représentés parmi les bénéficiaires du RMI et en moyenne 2,5 fois plus dépendants des aides au logement.* » [61] Quand on regarde les statistiques, il semble y avoir une forte corrélation entre les dépenses sociales et la proportion de migrants peu qualifiés parmi les immigrants (Voir le graphique ci-dessous). Certes les États prétendent choisir l'immigration mais leurs politiques sont aussi souvent une réponse à la structure de la demande d'immigration. Ainsi la France, avec son État social cher, est à la fois très attractive pour les immigrants peu qualifiés, et peu attractive pour les immigrants très qualifiés.

---

[56] Thomas Sowell dans son livre « *Applied economics* » écrit à juste titre : « *there cannot be any blanket conclusions about immigrations in general because there is no such thing as immigrants in general* » (p. 171) il rajoute que « *different groups of immigrants bring different languages, cultures and skills*. »
[57] « *Les très bons comptes de l'immigration* », Courrier International, 2/12/2010
[58] « *Le coût dur de Marine Le Pen sur l'immigration* », Libération, 28/10/2013
[59] « *What have the immigrants ever done for us?* », The Economist, 8/11/2014
[60] https://www.youtube.com/watch?v=ySIz4mV5Ccs , consulté le 28/11/2014
[61] Xavier Chojnicki, Cécily Defoort & Co, « *Migrations et protection sociale; étude sur les liens et les impacts de courts et long terme* », Rapport pour la Drees-Mire, Juillet 2010



1 Source : OCDE, Dépenses sociales pour l'année 2000 — Données agrégées ; Xavier Chojnicki, Cécily Defoort & Co, « Migrations et protection sociale; étude sur les liens et les impacts de courts et long terme », Rapport pour la Drees-Mire, Juillet 2010 ; graphique fait par l'auteur

L'État-providence est donc un réel problème empêchant la mise en place de l'immigration libre. Ce dernier est la source de beaucoup de ressentiment et de xénophobie de la part des natifs envers les immigrés. Sur un marché libre, les deux parties gagnent, c'est d'ailleurs pour cette raison que la coopération a lieu, mais pour l'État providence, l'argent des uns a été pris dans la poche des autres. Les natifs ont donc la sensation qu'ils payent pour les immigrés ou tout du moins pour une partie d'entre eux. L'État-providence combiné à l'immigration devient alors un système d'agrégation des conflits.

En admettant que l'immigration a un coût, il faut être conscient que le coût de la prohiber peut être plus grand encore. Les coûts de raccompagnement à la frontière, les ressources policières et douanières mobilisées pour lutter contre l'immigration… peuvent vite coûter très cher. Selon le ministère de l'immigration, les exclusions ont coûté 415,2 millions d'euros en 2008, soit près de 20 000€ par personne. [62] Face à l'inefficacité et l'impotence des gouvernements dans la lutte contre l'immigration, Barack Obama, le 10 mai 2011, fit le constat des limites de l'action policière. Il déclara : « *Devons-nous tripler ou quadrupler le nombre des gardes-frontières, encore élever les barrières ? Et pourquoi pas des douves…avec des alligators dedans.* » En effet, ériger des barrières migratoires très restrictives n'empêchera pas les habitants des pays pauvres d'essayer de venir. Une étude montre que l'immigrant illégal potentiel médian venant du Sénégal est prêt à courir un risque de 25% de mourir. [63] Comment restreindre l'immigration pourrait dès lors arranger les choses, alors que les avantages de l'immigration sont gigantesques pour ces hommes et ces femmes ? Chaque année, des milliers d'immigrants meurent en tentant d'atteindre le

[62] L'estimation retenue ici est l'une des plus optimistes. « Dans son livre, *Immigration, fantasmes et réalités* (La Découverte), Carine Fouteau estime à 700 millions d'euros par an le coût des expulsions. Enfin, pour le collectif Cette France-là, l'addition s'élèverait à plus de 2,05 milliards d'euros par an. » voir : http://www.histoire-immigration.fr/histoire-de-l-immigration/questions-contemporaines/politique-et-immigration/combien-coute-une-expulsion , consulté le 27/11/2014

[63] Linguère Mously Mbaye, « *Barcelona or Die : Understanding illegal migration from Senegal* », IZA Discussion Paper No. 7728, November 2013

vieux continent, la plupart se noyant dans la mer méditerranée. Il faut être conscient de nos choix : refuser l'immigration libre, c'est condamner des individus cherchant une vie meilleure à mourir. Tel est le coût caché de la lutte contre l'immigration.

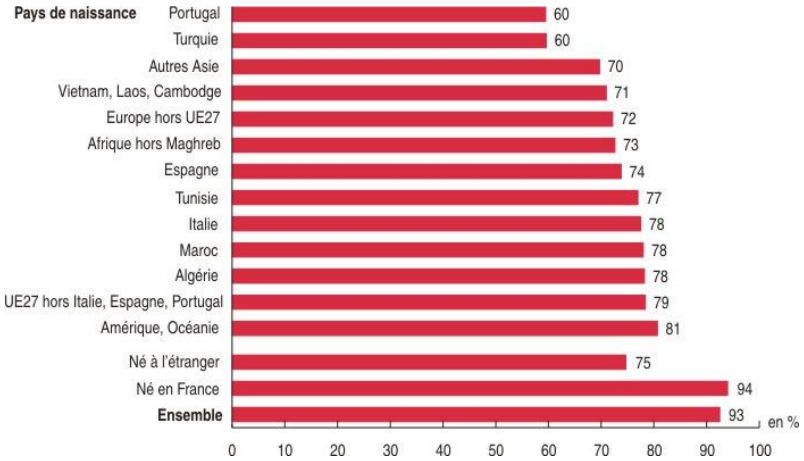
Pourquoi l'intégration ne marche pas

Il est certain qu'il existe de sérieux problèmes d'intégration des immigrés en France. Cependant, malgré ce constat largement admis, les solutions proposées sont inadéquates : les uns proposent de réduire drastiquement les flux migratoires, les autres proposent encore plus de solidarité légale. Les libéraux quant à eux ont un autre diagnostic qui amène à d'autres solutions.

Si les immigrés ont l'impression de ne pas être acceptés par la France, d'être exclus, c'est très surement en raison du rôle très important que joue l'État français dans tous les domaines. Ainsi, le destin des immigrés leur échappe en grande partie ce qui créé de fortes tension avec les natifs. Comme le faisait remarquer Ludwig von Mises :

> « *Plus l'individu dépend, en toute chose, de l'autorité, plus les décisions des corps politiques ont d'importance pour la vie de chaque individu, et plus fortement sera ressentie l'impuissance politique à laquelle sont condamnées les minorités nationales.* »[64]

Il ne faut donc pas s'étonner que les français issus de l'immigration aient tendance à voter moins et à être moins inscrits sur les listes électorales (voir le graphique ci-dessous). De plus, l'étatisme borné que nous subissons en France amène les immigrants à mépriser leur pays d'accueil au lieu de le chérir.



Graphique: Les français nés à l'étranger sont moins inscrits sur les listes électorales
Source: Insee

L'État nuit aux immigrants dans de nombreux domaines. Dans celui de l'éducation par exemple, le système scolaire français est l'un des plus discriminants des pays développés pour les enfants issus de

[64] Ludwig von Mises, « *Le Socialisme* », 1938, Institut Coppet, p. 196

l'immigration. Un élève issu de l'immigration est ainsi 2,3 fois plus susceptible d'obtenir un résultat aux tests PISA situé dans le quartile le plus bas contre 1,7 fois dans l'ensemble de l'OCDE. [65] Dans le secteur du logement, l'interventionnisme gouvernemental entraine d'importantes discriminations urbaines qui pénalisent particulièrement les immigrés. De manière générale, les institutions publiques, parce qu'elles tirent leurs ressources des impôts (un moyen coercitif) et non pas du service aux consommateurs, sont plus susceptibles de discriminer les minorités. Il en est de même pour les secteurs règlementés qui sont moins concurrentiels et qui peuvent donc faire peser le coût de la discrimination sur le consommateur. Sur un marché libre, discriminer un groupe de personne pour sa religion ou sa couleur de peau coûte cher car on prend le risque de perdre des clients d'une part, ou des employés plus productifs et/ou moins chers d'autre part. Inversement, dans les organisations publiques, les entreprises nationalisées et les entreprises protégées de la concurrence, le coût de la discrimination est moindre voir nul puisque leurs revenus ne dépendent pas (ou moins) des consommateurs. La discrimination ne consiste pas forcément en des mesures très agressives vis-à-vis des minorités mais peuvent plus souvent être assimilées à de la stigmatisation : les employés des secteurs protégés de la concurrence (gouvernement compris) peuvent se permettre plus facilement d'être hostiles vis-à-vis des immigrés car ils n'en subissent pas les coûts. Ceci peut expliquer par exemple les contrôles au faciès effectués par certains policiers. Entre les deux guerres mondiales, le gouvernement polonais refusait d'embaucher des médecins juifs dans les hôpitaux publics. Cependant, les juifs, qui ne représentaient que 10% de la population, représentaient 50% des médecins dans le secteur privé. Pourquoi ? Parce que dans le privé, ne pas embaucher des médecins juifs était coûteux, ce qui n'était pas le cas dans les hôpitaux publics qui étaient financés par l'argent du contribuable. De même, quand l'industrie téléphonique américaine était un monopole régulé, les noirs étaient très rarement employés, même pour les postes les moins qualifiés. En 1920, seulement 0,15% des employés travaillant pour un opérateur téléphonique étaient noirs, ils n'étaient qu'1% en 1950. Depuis, le secteur des télécoms fut largement libéralisé. En 2007, AT&T fut nommé l'entreprise des États-Unis promouvant le plus la diversité parmi ses employés. [66] Ainsi, si l'on veut éviter que les immigrés soient exclus et mis au ban de la société, il nous faut limiter le plus possible le rôle de l'État dans l'économie et restaurer la liberté de commerce. On nous rétorquera qu'aujourd'hui, les immigrés ne sont pas discriminés dans les administrations publiques françaises. C'est pourtant manifestement faux. Dans le cas des immigrés non européens n'ayant pas acquis la nationalité française, près de 7 millions d'emplois leur étaient fermés en 2000. Ce nombre serait de 5,3 millions en 2011 dont 4,5 millions dans la fonction publique. Une cinquantaine d'interdiction pour les étrangers non européens sont en vigueur dans le secteur privé dont celles de pratiquer les métiers d'infirmier, avocat, médecin, pharmacien, expert-comptable, architecte, notaire, huissier de justice ou celles d'être dirigeant d'entreprise de pompes funèbres, d'une publication de presse, d'une école primaire ou secondaire privée, d'une salle de spectacle, de transport de fonds, de gardiennage ou de débit de tabac. [67]

---

[65] Philippe Aghion ; Gilbert Cette, Elie Cohen, « *Changer de modèle* », Odile Jacob, 2014, p.37

[66] Pour les exemples des Juifs dans le secteur de la santé et des noirs dans le secteur de la télécommunication, voir : Thomas Sowell, « *Applied Economics* », Basic Books, 2009, p.216-217 et p. 218-220

[67] Voir : http://www.histoire-immigration.fr/histoire-de-l-immigration/questions-contemporaines/economie-et-immigration/quels-sont-les-metiers-interdits-aux-etrangers , consulté le 20/11/2014

Cependant, la discrimination des immigrés, et principalement des immigrés peu-qualifiés, est surtout le résultat de la surrèglementation du marché du travail. En France, le taux de chômage des immigrés est deux fois plus important de celui du reste de la population active. En 2010, 15,3 % des étrangers et 19,9 % des étrangères étaient au chômage contre respectivement 8,6% et 9,2 % des salariés de nationalité française. Ce taux est même supérieur pour les étrangers non communautaires : respectivement 20,5 % et 27%. [68] Cette exclusion a des effets économiques et sociaux catastrophiques. Économiques d'un part parce que cette main d'œuvre au chômage aurait pu produire si on lui avait permis de travailler. Sociaux d'autres part parce qu'une partie de ces chômeurs immigrés, notamment les plus jeunes, se retrouvent sans occupations et commettent alors des incivilités, ou pire encore, se tournent vers des activités criminelles ou illégales (trafic de drogue, prostitution…). Mais pourquoi l'exclusion des immigrés est-elle si forte en France ? Au-delà des problèmes liés à l'État providence, le principal problème est le haut degré de rigidité du marché du travail français. Cette forte protection de l'emploi réduit la concurrence entre les salariés et réduit donc le coût de discriminer pour les entreprises. De plus, le salaire minimum discrimine doublement les immigrés. D'une part, les immigrés en France sont majoritairement peu qualifiés et ne peuvent donc pas trouver d'employeurs. D'autre part, le salaire minimum créé un surplus d'offre de travail par rapport à la demande, c'est-à-dire qu'il réduit la rareté de la main-d'œuvre. Par conséquent, le coût de discriminer est moins grand pour les entreprises quand il y a un salaire minimum. En effet, si le travailleur immigré est facilement remplaçable par un travailleur français au même prix, alors discriminer n'a pas de coût pour l'employeur. Inversement, si la liberté de contracter est totale, discriminer à un coût important car il faudra payer plus cher ses employés et se priver potentiellement de travailleurs de qualité. Le caractère discriminatoire du salaire minimum est largement reconnu par les économistes. Même l'économiste et prix Nobel socialiste Gustave Myrdal a montré que le salaire minimum pendant la Grande Dépression avait discriminé les noirs. [69]

Les faits contre l'État français sont accablants. Non seulement celui-ci incite les migrants à venir non pas pour travailler mais pour bénéficier des prestations sociales, mais plus grave encore, celui-ci empêche les immigrés dynamiques de travailler. Le problème de l'intégration n'est pas un le résultat de l'excès d'immigration, c'est le résultat d'une immixtion trop importante de l'État français dans la vie économique.

L'immigration libre, gardienne de la liberté

En 1852, dans le *Dictionnaire d'économie politique,* Gustave de Molinari, auteur de l'article sur l'émigration, écrivit que « *Le désir d'augmenter leur bien-être et le besoin de se soustraire à l'oppression, voilà quels ont été, de tout temps les motifs qui ont poussé les hommes à émigrer* » (p.681). Si le bien être est primordial, assurer la liberté l'est tout autant. Beaucoup de libéraux pensent que l'immigration est un problème dans nos sociétés trop étatistes, qu'il faudrait d'abord des mesures libérales avant de pouvoir ouvrir les frontières. Cette position est erronée car c'est oublier que préserver la liberté de migrer, c'est préserver

[68] Pour les chiffres, voir : http://www.histoire-immigration.fr/histoire-de-l-immigration/questions-contemporaines/economie-et-immigration/comment-expliquer-le-surchomage-des-etrangers , consulté le 20/11/2014
[69] Voir : http://www.econlib.org/library/Enc/bios/Myrdal.html , consulté le 17/11/2014

la liberté elle-même. Si nous ne voulons pas dévaler la « route de la servitude », défendre l'immigration libre est une priorité. Deux éléments sont, plus que tout autres, nécessaires pour maintenir le degré de liberté le plus élevé d'un point de vue global : le premier est l'existence de structures politiques décentralisées (la survie des petits États, le fédéralisme voir le communalisme que prônait Tocqueville), le deuxième est l'immigration libre.

Le libéralisme n'est pas apparu en Occident par hasard. Ce fut une intense concurrence entre entités politiques pendant des siècles qui permit à la liberté d'être appréciée comme un moyen efficace d'organisation sociale. Déjà dans les années 1620 en Espagne, Pedro Fernández de Navarrete, secrétaire et aumônier du roi Charles V, écrivit que le principal problème de l'Espagne était l'émigration résultant d'impôts trop élevés. Il implora donc l'empereur de réduire ses dépenses. À chaque fois qu'un royaume régulait trop, taxait trop, tyrannisait une partie de la population, l'émigration ne se faisait pas attendre. Les États eurent donc une forte incitation à donner de plus en plus de liberté à leurs sujets sous peine de connaitre de fortes pertes économiques. Par exemple, la révocation de l'Édit de Nantes (1685) entraina une importante émigration des protestants. Nombre d'entre eux étaient des employés ou des patrons très qualifiés. Ils emportèrent avec eux leurs capitaux et leur savoir-faire. Ainsi, les industries textiles qui avaient fleuri en France émigrèrent en Angleterre et dans les autres pays d'Europe. L'immigration libre de l'époque permit aux protestants d'échapper à une loi rétrograde mais permit aussi de punir Louis XIV pour sa décision mal avisée. Par ailleurs, des pays comme l'Angleterre qui respectaient mieux la liberté du commerce furent récompensés en profitant d'une nouvelle main d'œuvre industrieuse et d'entrepreneurs talentueux. Cependant, les persécutions religieuses qui eurent également lieu en Angleterre à cette période amenèrent nombre d'individus productifs à émigrer en direction du nouveau monde : là aussi, violer les libertés coûte cher.

Certains craignent que les immigrants, importent des valeurs qui sont contraires avec celles de liberté et de démocratie. Marine Le Pen dans l'émission « C politique » du 23 Novembre 2014 a déclaré que « *L'immigration massive est une cause majeure évidente de la montée du fondamentalisme islamique dans notre pays.* ». Pourtant, tout laisse penser au contraire que ce sont les « *sociétés ouvertes* », pour reprendre l'expression de Karl Popper, qui sont le moins enclin au fondamentalisme. Par exemple, il est fort à parier que si le mur de Berlin et le rideau de fer n'avaient pas existé, les Partis communistes et socialistes à l'Ouest n'auraient pas connu le même succès ou tout du moins, ne se seraient pas efforcés de défendre, comme ils le firent, de terribles dictatures totalitaires. De leur côté, il aurait été impossible pour les dirigeants de l'Est de maintenir un communisme aussi rigide si l'immigration avait été libre car ils auraient vu leurs « camarades » décamper à toute vitesse pour aller vivre chez le diable capitaliste. De plus, les habitants du bloc de l'Est ayant émigré auraient donné à leur famille un point de vu divergeant par rapport à la propagande du parti unique sur les évènements. Un nombre conséquent d'études montrent que l'immigration permet de développer la critique vis-à-vis des régimes autoritaires. Une étude portant sur la Moldavie montre que l'émigration en Occident a permis de mettre fin au règne du dernier parti communiste d'Europe au pouvoir. [70] Aujourd'hui, le regard des français sur des pays plus

[70] Omar Mahmoud, Toman; Rapoport, Hillel; Steinmayr, Andreas; Trebesch, Christoph, « *The Effect of Labor Migration on the Diffusion of Democracy: Evidence from a Former Soviet Republic* », IZA Discussion Paper No. 7980, 2014

libéraux comme l'Australie, les États-Unis, le Canada… est en train de changer en grande partie grâce aux émigrés français qui rapportent une vision différente à celle proférée dans les médias. Ainsi, les migrations sont essentielles pour entrainer un climat propice à l'établissement de sociétés plus libérales.

Globalement, les socialistes et étatistes de gauche sont en faveur d'une immigration plus libre, arguant que l'immigration rapporte de l'argent à l'État. Ainsi, pour eux, l'immigration financerait l'État providence ; le marché du travail sur-réglementé n'empêchant en rien ce phénomène. Nous ne pouvons voir dans cette affirmation que le sophisme. Quand on pense au-delà de la première étape, on s'aperçoit que l'immigration essouffle l'État providence, le met en face de ses contradictions et rend de plus en plus insoutenable la rigidité du marché du travail. Dans une situation de liberté de migrer, les États dits « sociaux » devront se réformer radicalement ou disparaître. En effet, un État comme l'État français serait vite submergé par des habitants immigrant pour bénéficier des dépenses sociales. Par ailleurs, il serait peu attractif pour les immigrés hautement qualifiés qui sont sensibles aux taux d'imposition élevés et à l'environnement règlementaire. Un économiste keynésien comme Paul Krugman est par exemple opposé à l'immigration libre car il est bien conscient que si elle existait, les « progressistes » seraient désavantagés sur le plan électoral. En effet, les électeurs seraient bien moins enclins à supporter politiquement l'extension de l'Etat-providence. Ainsi, Paul Krugman écrit :

> *« Le New Deal fit de l'Amérique un endroit immensément meilleur, mais il n'aurait probablement pas été possible sans les restrictions à l'immigration qui sont entrés en vigueur après la Première Guerre mondiale D'une part, en l'absence de ces restrictions, il y aurait eu de nombreuses allégations, justifiées ou non, à propos de gens affluant vers l'Amérique pour profiter des programmes sociaux. »*[71]

Or contrairement à ce que dit Paul Krugman, le New Deal, en plus d'avoir grandement réduit la liberté économique, a sclérosé l'économie américaine et a prolongé la dépression.[72] Ainsi, l'immigration libre incite les gouvernements à limiter leur pouvoir. L'existence d'État providence n'est donc pas un argument contre l'immigration libre, c'est justement une raison de plus pour la respecter.

Si l'immigration libre est l'une des conditions du maintien de la liberté politique et économique, le dirigisme, le planisme ou l'État providence incitera toujours les gouvernants à fermer les frontières pour limiter les effets désastreux de leurs politiques. F.A. Hayek avait raison de poser la question suivante dans *La Route de la Servitude* : « *Comment assurer dans un monde planifié la liberté de déplacement et de migration si non seulement les moyens de communications et la monnaie sont contrôlés, mais encore si l'emplacement des industries est prévu par le plan ?* ». Ainsi, si le maintien de la liberté en général dépend du respect de l'immigration libre, le maintien de l'immigration libre dépend inversement du respect de la liberté

[71] Traduit de l'anglais par l'auteur. Texte original : « *The New Deal made America a vastly better place, yet it probably wouldn't have been possible without the immigration restrictions that went into effect after World War I. For one thing, absent those restrictions, there would have been many claims, justified or not, about people flocking to America to take advantage of welfare programs.* », http://econlog.econlib.org/archives/2014/12/krugmans_cursor.html , consulté le 12/01/2015

[72] Sur le sujet de la Grande Dépression, voir : Lionel Robbins, « *La Grande Dépression, 1929-1934* », 1935 ; Murray Rothbard, « *The Great Depression* », 1963, fifth edition, 2000

économique. Ceux parmi les libéraux qui sont « idéalement » en faveur de l'immigration libre mais qui « pragmatiquement » sont contre, devrez se rappeler que les régimes les plus liberticides éradiquèrent la liberté de migrer et que selon les mots de l'économiste libéral Wilhelm Röpke : « *Un homme peut difficilement être plus réduit à un rouage dans la machine de l'État national-collectiviste qu'en étant privé de sa liberté de mouvement.* » [73]

Conclusion

L'immigration n'est pas un crime, c'est un droit. Le fait d'immigrer n'implique pas l'usage de la coercition vis-à-vis d'autrui. Les immigrants illégaux ne doivent donc pas être perçus comme des bandits mais comme de véritables héros qui prennent leur courage entre leurs mains pour améliorer leurs conditions de vie et qui par la même occasion, améliorent les conditions de vie des natifs. Certains fuient la guerre, d'autres la misère. Refuser leur droit à migrer, c'est les empêcher de chercher une vie meilleure. Nous pouvons donc n'être qu'en désaccord quand Nicolas Sarkozy déclare que « *Nous subissons les conséquences de cinquante années d'immigration insuffisamment régulée qui ont abouti à un échec de l'intégration.* » [74] C'est au contraire l'excès de régulation gouvernementale qui, tant pour les pays d'accueil que pour les pays de départ, a entrainé des coûts humains considérables et des pertes économiques conséquentes. Certes, le fort degré d'étatisme en France rend l'immigration parfois douloureuse. Ce n'est cependant pas un argument pour restreindre la liberté de circuler. Et même s'il est évident qu'adopter un système d'immigration complètement libre dans le court terme est utopique, des solutions innovantes, proposées par des libéraux comme Gary Becker, permettent de résoudre en partie les problèmes des barrières à l'immigration. [75] Malgré tout, le combat pour l'immigration libre doit être une priorité, particulièrement pour les libéraux. Nous devons espérer, comme le pensait Frédéric Passy, un prix Nobel de la paix et un grand libéral, qu' « *un jour, toutes les barrières tomberons.* »

Louis Rouanet

---

[73] Cité dans : Richard M. Ebeling and Jacob G. Hornberger, « *The Case for Free Trade and Open Immigration* », The Future of Freedom Foundation, 1995 ; traduction de l'auteur

[74] A Grenoble le 30 Juillet 2010

[75] Voir : Gary Becker, « *The Challenge of Immigration, a Radical Solution* », Institute of Economic Affairs, 2010. Gary Becker pense qu'il faudrait établir un prix pour migrer, c'est-à-dire faire payer les immigrants. Un nombre de droits à immigrer serait émis et après ça, un prix « de marché » se formerait par une confrontation de l'offre (de droits à immigrer) et de la demande (de migrer). Selon Gary Becker, cette solution permettrait d'attirer les immigrants les plus motivés mais aussi de réduire les problèmes liés à l'immigration illégale et de réduire l'hostilité vis-à-vis de l'immigration. Pour lui, l'existence d'États providence rend problématique la mise en place un régime d'immigration complètement libre. Si la solution proposée par Gary Becker n'est pas à proprement parlé libérale, elle peut être considérée comme une solution intermédiaire dans le court terme.